SOCIÉTÉ

MRE: Les temps sont durs en Europe

- **Ils sont pris au piège du cercle vicieux radicalisation-islamophobie**
- **La montée de la droite radicale, symptôme d'une fracture sociale**
- **Les sociétés d'accueil vivent mal la grande visibilité de la communauté musulmane**

STIGMATISATION, rejet, peur… autant de manifestations de l'ambiance tendue qui marque les pays européens face à la communauté musulmane, surtout depuis les derniers attentats qui ont frappé Paris et Bruxelles… Ces actes sanguinaires ont «créé de l'inquiétude, de la tension, de la crispation, au point de produire une véritable fracture sociale», selon Rachid Madrane, ministre belge de l'Aide à la jeunesse et des Maisons de justice, lors d'un colloque organisé par le ministère chargé des MRE et des Affaires de la migration, vendredi dernier à Skhirate. Aujourd'hui, «tout le monde constate cette fracture, notamment avec la montée des partis de droite radicale en Europe, comme le montre l'évolution de la carte politique dans ces pays. Ce qui nous pousse à nous interroger sur l'avenir de la communauté marocaine résidant à l'étranger», a noté pour sa part Anis Birrou.

La «paranoïa» que suscite la peur de «la menace terroriste, systématiquement liée aux musulmans», conduit souvent à des dérapages. La semaine dernière, «un journal belge n'a pas hésité à publier une carte indiquant les zones où se concentre la communauté musulmane en Belgique. Je n'imagine pas les réactions si le même exercice a porté sur la communauté juive ou autre», a déploré Fouad Ahidar, député au Parlement régional de Bruxelles.

Aujourd'hui, face à une réalité résultant d'un cumul de plusieurs années, la réponse ne doit pas prendre la forme d'une réaction à chaud, a estimé Anis Birrou. Il a plaidé pour une démarche réfléchie, basée sur l'intelligence collective. Car, aucune solution ne pourra donner un effet immédiat, selon lui. L'idée est de s'inscrire dans un processus de longue haleine. D'où «l'importance des espaces de dialogue et de réflexion pour aboutir à des réponses collectives», a noté le ministre en charge des MRE, lors de ce colloque qui a réuni des responsables politiques, des intellectuels, des universitaires et des militants associatifs marocains, résidant en Europe. Birrou a fait savoir que les résolutions de cette rencontre seront éditées dans un ouvrage. D'autres rencontres sont prévues, notamment en Espagne et en France, afin de mieux communiquer avec la communauté marocaine mais également avec les responsables politiques et les représentants de la société civile dans ces pays, a-t-il dit. L'idée est de déconstruire les stéréotypes et favoriser une meilleure compréhension d'un «phénomène nouveau en Europe». En effet, «la présence de l'islam dans les pays européens est conjoncturelle, qui date à peine d'un demi-siècle», selon Farid El Asri, anthropologue à l'Université catholique de Louvain en Belgique. Dans ce pays, désormais célèbre par son quartier bruxellois de Molenbeek, considéré comme un terreau de radicalisation, «l'islamité exotique des années 60 et 70 a été suivie d'une grande visibilité», a-t-il dit. Pour lui, cette visibilité a une double manifestation: d'abord à travers le foulard et les minarets. A cela s'ajoute la grande présence sur le web où «se tissent des formes de peur, liée à la concentration de la communauté musulmane dans certaines villes».

Plusieurs intellectuels MRE participant dans ce colloque ont mis l'accent sur la complexité du vivre-ensemble après les derniers attentats. Ils sont pris au piège dans un cercle vicieux entre radicalisation et islamophobie. Pour certains, «l'exclusion, la discrimination et la panne de l'ascenseur social sont des éléments favorisant la radicalisation». D'autres pointent la responsabilité «des mosquées dirigées par des imams extrémistes, au point que les parents de première génération, plus familiarisés à l'islam marocain modéré, ne comprennent pas les comportements de leurs enfants qui fréquentent ces lieux de prière». Globalement, plusieurs MRE estiment que «les politiques dans les pays d'accueil n'ont pas assumé leur responsabilité». D'autres avancent qu'il s'agit plutôt d'une «responsabilité partagée par tous les intervenants, y compris la société civile».

Par exemple, Fouad Ahidar, a clairement appelé à une intervention du Maroc, face à la faible implication des autorités des pays d'accueil. Ces dernières sont de plus en plus ouvertes à des collaborations dans ce domaine, au moment où cela a été récusé il y a quelques années, comme l'a rappelé Driss El Yazami, président du CCME.❑

M. A. M.

Soft power

LE renforcement de la coopération avec les pays d'accueil est important pour atténuer le problème d'ignorance des spécificités de cette communauté par les sociétés d'accueil. Car, «on ne peut pas gouverner une communauté musulmane sans prendre en considération ses origines et ses aspirations légitimes de transmettre sa culture à ses enfants», a noté pour sa part, Abdellatif Maazouz, ancien ministre des MRE. Les intervenants ont aussi insisté sur l'importance pour ces jeunes, en perte de repères, qui se tournent vers des identités alternatives, de connaître la véritable richesse intellectuelle de leur pays, comme l'a indiqué l'écrivain Fouad Laroui. Sur ce point, Anis Birrou a indiqué que son département a préparé un programme d'université d'été au profit des jeunes MRE pour favoriser une meilleure connaissance de la culture et de l'histoire de leur pays. Parallèlement, un projet est en cours de préparation avec le réalisateur Kamal Kamal, portant sur une valise culturelle. L'idée est de vulgariser auprès de ces jeunes des créations artistiques marocaines, notamment dans les domaines de la littérature, de la musique et de la peinture. Les MRE, eux, réclament aussi un meilleur encadrement religieux et un renforcement de l'apprentissage de l'arabe, véritable levier pour comprendre les textes religieux et consacrer les liens avec leur identité d'origine.❑

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Offres ou Demandes d'emploi
Bon de commande

à retourner à L'Economiste au
70, Bd. Massira Khadra - Casablanca
Tél.: 05.22.95.36.00 -Fax: 05.22.36.59.26

Nom:.....

Adresse:.....

Téléphone:.....

• Parution: Mardi ❑

(prière d'écrire en majuscule)

• Demandes d'emploi

❑ **Règlement en espèces: 240 DH TTC pour 1 module / parution**

1 module = 4 cm (H) x 6 cm (L)

• Offres d'emploi

❑ **Je joins mon chèque de 1.800 DH TTC pour deux modules / parution**

2 modules = 8 cm (H) x 6 cm (L)